



Intervention Hélène HONDE – Secrétaire de l'UD CGT 13
"Mardis de la colère"
31 août 2021

Les multiples attaques portées par les gouvernements successifs au monde du travail et à leur famille qui détruisent notre modèle social construit de hautes luttes, arraché au patronat, à la bourgeoisie notamment à la sortie de la guerre avec le Conseil National de la Résistance et pour lesquelles la Cgt (pas seule certes) a joué un rôle important, s'aggravent encore et s'accroissent aujourd'hui par les choix politiques de ce gouvernement et son président des riches.

Aujourd'hui, ces fondamentaux sont remis en cause.

Remise en cause de notre Sécurité Sociale par son étatisation faisant voler en éclat notre système de santé avec les différentes Lois de Financement de la Sécurité Sociale, la suppression des cotisations, leur transfert sur l'impôt avec la CSG et la création de la 5ème branche pour la perte d'autonomie. Ajoutons à cela, les reculs successifs du départ de l'âge à la retraite à 64 ans et la réforme systémique de notre système de retraite, pour baisser les pensions des retraités actuels et futurs, alimentés d'un discours qui tente d'opposer les plus jeunes aux retraités.

S'ajoute à cela, l'attaque sans précédent sur l'assurance chômage qui fait basculer un système de solidarité à une logique de charité patronale comme cela existait avant-guerre opposant ainsi les salariés aux privés d'emploi.

Des licenciements qui explosent, un chômage de masse organisé pour que le patronat fasse pression sur les salaires et les conditions de travail des salariés. Au même moment, les actionnaires des entreprises du CAC 40, eux, perçoivent 30 milliards d'€ de dividendes,

les cadeaux offerts aux entreprises sont effarants : 300 milliards d'€ de prêts garantis, 110 milliards d'€ de plan d'urgence, 100 milliards d'€ de plan de relance, 31 milliards de chômage partiel.

Le gouvernement continue de vider les caisses de l'État au détriment des droits et besoins de la population, de nos services publics et des fonctionnaires pour remplir les poches du grand patronat et de ses actionnaires, notamment avec le plan dit de relance.

L'objectif à atteindre est la suppression des 120 000 fonctionnaires souhaitée par Macron et en finir avec l'égalité des droits pour laisser place à l'égalité des chances.

Les exemples les plus criants aujourd'hui sont certes celui de l'hôpital public et de la recherche fondamentale dont les attaques successives ont entraîné une prise en charge des malades indigne de la 6^{ème} puissance mondiale et des confinements aux conséquences physiques et psychologiques catastrophiques pour une grande partie de la population.

Les mêmes logiques du capital sévissent partout : faire de la santé une marchandise où les spéculations vont bon train sur la vie des populations.

La défiance dans ce système est telle aujourd'hui qu'elle remet en cause l'avancée historique qu'est la vaccination et qui nous a permis historiquement de combattre voire d'éradiquer de nombreuses pandémies.

Sortir du secteur marchand la santé, la recherche, l'industrie du médicament est la réponse pour regagner la confiance perdue dans la vaccination. C'est pour cela que la Cgt milite pour la création d'un pôle public du médicament et la levée de la propriété privée des brevets.

Là aussi, le gouvernement joue la carte de la division entre les vaccinés ou les non vaccinés, les pro-vacs ou les anti-vacs. Attention,

ne tombons pas dans le piège tendu par Macron, le monde du travail doit être uni pour combattre sa politique et imposer le progrès social. Après l'attaque sur le droit du travail, la loi de sécurité globale et l'état d'urgence, le gouvernement impose le pass sanitaire pour accroître le flicage et la répression de tous, ainsi la dérive sécuritaire du pouvoir ne semble plus avoir de limite.

Cette loi pass sanitaire va entraîner des conséquences graves pour le monde du travail, suspension de contrat, discrimination pour les demandeurs d'emploi et licenciement.

Nous ne nous laisserons pas faire !

Non, il ne nous en coûtera pas nos retraites, notre Sécurité Sociale, notre assurance chômage, notre droit du travail, nos statuts, nos services publics, nos industries, nos libertés collectives et individuelles.

Oui, nous avons raison d'exiger une loi interdisant les licenciements, l'augmentation des salaires pour financer par les cotisations notre Sécurité Sociale et imposer une autre répartition des richesses.

Oui, nous avons raison de revendiquer des financements pour des services publics qui répondent aux besoins de tous.

Les luttes, partout dans les entreprises, doivent se multiplier pour nos droits, nos emplois, nos conditions de travail et de vie comme cela se fait dans différents secteurs et entreprises comme dans la Santé, à la Centrale de Gardanne ou à Carrefour par exemple.

Construisons tous ensemble le rapport de force nécessaire, amplifions tous ensemble les mobilisations dans l'entreprise et dans la rue comme celle des "mardis de la colère" ou celle des samedis, par la

manifestation et la grève, notamment à l'occasion de la prochaine journée nationale de grève interprofessionnelle du 5 octobre.

Tous ensemble, unis, nous pouvons gagner !